



Ces trois hommes politiques entendent former un bouclier autour du président Paul Biya, menacé d'être renversé par une manifestation populaire avec à la manœuvre Maurice Kamto.

L'appel à de gigantesques manifestations populaires de Maurice Kamto, en vue de renverser le régime de Yaoundé est critiqué par une partie de la classe politique.

Banda Kani, Elimbi Lobe et Anicet Ekani, trois opposants, entendent former un bouclier autour de Paul Biya. Ils sont prêts à se livrer en holocauste face à un Maurice Kamto qui a selon eux brisé la dynamique de changement au Cameroun, et ne rêve désormais prendre le pouvoir que par une insurrection populaire.

C'est sur les antennes de la Crtv, le média d'Etat, que ces trois opposants que l'on soupçonne de faire le jeu du parti au pouvoir, ont pris respectivement la parole pour fustiger l'idée de « **mettre à mal les institutions de la République** » par Maurice Kamto.

Pour Banda Kani, c'est incompréhensible de lancer un appel visant à déloger un président régulièrement élu par l'immense majorité des camerounais. « **L'intérêt général au Cameroun est garanti par l'Etat à la tête duquel se trouve le Chef de l'Etat, Paul Biya, qui été élu par les Camerounais en 2018. On ne comprend donc pas, comment sur la base d'une**

démarche partisane, les gens peuvent appeler au renversement de l'Etat et à l'insurrection», a fustigé le membre du G20, président du NMP.

Même son de cloche pour Elimbi Lobe et Anicet Ekani. Ils invitent les camerounais à ne point suivre les marchands d'illusion. Le suivre signifie, laisse entendre Elimbi Lobe, c'est refuser de participer aux élections régionales du 6 décembre 2020. Surtout que de son point de vue, ces mots d'ordre viennent «des impénitents du mal»,

Anicet Ekanè du Manidem brandie son patriotisme. Il ne peut plus continuer de se taire quand les ennemis conspirent pour mettre en danger la patrie.

«Dans l'hymne national, nous chantons: "chère partie, terre chérie, tu es notre seul bonheur et vrai bonheur". Cela à un sens, il faut aimer son pays», soutient-il.